**Département de la Sarthe
Canton de Loué**

Commune de Mézières-sous-Lavardin

Procès-verbal

**Conseil Municipal
14 décembre 2023**

Convocation :
8 décembre 2023

Publiée le :
8 décembre 2023

Conseillers :
- en exercice : 14
- *quorum* : 8
- présents : 10
- votants : 13

L'an deux-mille-vingt-trois, le quatorze décembre à 20 heures, le Conseil municipal s'est réuni :

- légalement convoqué par M. Killian Trucas, maire,
- à la mairie,
- sous la présidence de M. Killian Trucas.

Présents :

M. Killian Trucas	Mme Anaïs Rousseau	Mme Claire Pasquier
M. Guénolé Legagneux	M. Cédric Dufourd	Mme Martine Faroy-Fontenas
M. Jérôme Renou	M. Anthony Bolival	Mme Élisabeth Giordano
Mme Marie-Line Le Pallec		

Absents excusés :

Mme Laurence Dunand, donne pouvoir à Mme Claire Pasquier
Mme Linda Goisbault, donne pouvoir à M. Guénolé Legagneux
Mme Lucie Pousset, donne pouvoir à Mme Anaïs Rousseau
M. Dimitri Bessière

Secrétaire de séance : Mme Marie-Line Le Pallec

Ordre du jour :

1. Validation des cartes d'accélération des énergies renouvelables
2. Décision modificative du budget
3. Questions diverses

Approbation du PV de la séance précédente :

- Le procès-verbal du conseil municipal du 7 décembre 2023 est arrêté à l'unanimité.

Désignation d'un secrétaire : Mme Marie-Line Le Pallec

1. Validation des cartes d'accélération des énergies renouvelables

[Pour rappel] La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. D'ici la fin de l'année 2023, les communes sont invitées à identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable.

En application de l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien terrestre, photovoltaïque, méthanisation, hydroélectricité, géothermie, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance des projets d'énergies renouvelables déjà installée.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Ces projets pourront bénéficier de mécanismes financiers incitatifs. En revanche, pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet peut également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune peut définir des zones d'exclusion de ces projets.

La commune délibère au moins aux étapes suivantes :

- Identification des zones d'accélération et transmission au référent préfectoral (2° du II de l'article L 141-5-3 du code de l'énergie) – objet de la présente délibération :
- Avis conforme sur la cartographie établie à l'échelle départementale (2e alinéa du III de l'article L 141-5-3 du code de l'énergie).
- Elle peut également délibérer lors de l'identification de zones complémentaires en réponse à la demande du référent préfectoral (3e alinéa du III de l'article L 141-5-3 du code de l'énergie).

Suite aux avis de consultation parus, aucune question ni aucune remarque n'est parvenue en mairie. Aucun élément de concertation n'est donc à prendre en compte en amont de la validation des cartes.

L'avis des élus est sollicité sur l'opportunité de délibérer dès à présent, au regard de cette absence de retour de la population laissant supposer une publicité insuffisante. Les élus souhaitent délibérer.

L'avis des élus est sollicité sur l'opportunité de retirer des zones d'accélération de l'énergie solaire (panneaux en toiture) les bâtiments d'avant 1949, en cohérence avec la politique de préservation du patrimoine engagée sur la commune. Ce retrait n'est pas validé (4 favorables au retrait, 9 défavorables).

Vu la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, notamment son article 15 ;

Vu les zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables ainsi que les arguments ayant conduit à ces propositions de zones ;

Vu, conformément à la loi, la consultation du public effectuée du 8 novembre au 11 décembre 2023, selon les modalités suivantes :

- Cahier de consultation avec livret d'observations mis à disposition en mairie, et sous format informatique sur le site internet communal ;
- Publicité de la consultation par affichage devant la mairie, par affichage à l'emplacement dédié du 6 route de Beaumont, par affichage sur 3 bacs du point d'apport volontaire de déchets, route de Beaumont ; par diffusion sur le site internet communal, relayée sur la page *Facebook* communale et l'application d'information *Intramuros* ;

Considérant qu'aucune observation n'a été formulée ;

Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil municipal :

- Définit comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones figurant en annexe à la présente délibération, sous format cartographique ;
- Valide la transmission de la cartographie de ces zones à M. le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département de la Sarthe, ainsi qu'à la communauté de communes de la campagne conlinoise et du pays de Sillé (4CPS).

Abstention : 0 ; Contre : 2 ; Pour : 11.

2. Décision modificative du budget

Vu le budget communal voté le 2 mars 2023 ;

Vu la décision modificative n°1 votée le 10 août 2023 ;

Vu la décision modificative n°2 votée le 16 novembre 2023 ;

Considérant le besoin de régler une facture de consigne de bouteilles de gaz, utilisées pour le chauffage de l'église ;

Considérant que la ligne d'imputation budgétaire correspondante n'existe pas dans le budget communal ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité :

Décision modificative n°3 – budget commune 2023

Dépenses d'investissement :

- Opération 14 – « équipements sportifs » = - 500 euros
(Compte 231-14)
- Chapitre 27 – « Autres immobilisations financières » = + 500 euros
(Compte 275 - Dépôts et cautionnements versés)

3. Questions diverses

- **Salle polyvalente** : suite au sujet du conseil du 7 décembre, relatif au lave-vaisselle qui vient d'être réparé, il est décidé de proposer à la vente l'appareil. Une délibération sera à prendre en ce sens.
- « **Repas des aînés** » : suite au sujet du conseil du 7 décembre, le choix des paniers garnis est effectué par les élus.
- **Vœux du conseil municipal** : ils se tiendront le 12 janvier 2024, 18 h 30, à la salle polyvalente.

Date du prochain conseil (à priori) : le 11 janvier 2024 à 20 h 00,

Fin du conseil à 21 h 00.

Le maire, M. Killian Trucas

Le secrétaire de séance, Mme Marie-Line Le Pallec